



Side-Event

23.06.14

Développement des capacités sur les politiques forestières et les institutions dans les pays francophones d'Afrique

1. INTRODUCTION

Les relations entre la forêt et la société subissent des changements profonds et rapides dans le contexte de la mondialisation et de la localisation/décentralisation. Les demandes relatives à la forêt sont en train de changer et dans la plupart des situations, ce qui se passe à l'extérieur du secteur forestier a un impact tout aussi voire plus important sur les forêts et la foresterie que ce qui se passe au sein du secteur lui-même. Les politiques relatives à l'agriculture, le développement industriel, le commerce, le changement climatique influencent en effet très fortement les forêts et ce, tant dans les pays développés qu'en développement.

Prendre acte des changements les plus importants et y répondre de façon efficace requiert de solides compétences en politique forestière et en développement institutionnel. Malheureusement, dans de nombreux pays, les forestiers professionnels sont rarement formés dans ces domaines, la plupart des formations se concentrant en effet sur les aspects techniques de l'aménagement et de la gestion forestière. Certains efforts pour résoudre ce problème ont été entrepris par la FAO ainsi que par d'autres organisations bilatérales ou multilatérales, notamment par le biais de programmes de formations thématiques spécifiques. La présente étude a pour but de permettre à la FAO d'ajuster et affiner les initiatives qu'elle est susceptible de prendre en la matière.

L'objectif de cette étude est de mener une évaluation des besoins de formations en politique forestière et développement institutionnel. Elle se focalise dans un premier temps sur les pays francophones d'Afrique mais devrait être étendue par la suite à d'autres régions. L'objectif global consiste à :

- Evaluer la demande potentielle de formation des cadres des administrations forestières en analyse politique et développement institutionnel
- Evaluer l'offre actuelle de diverses organisations
- Identifier les manques existants et la cible d'une éventuelle contribution de la FAO
- Proposer de possibles événements de développement de capacités (adaptés aux besoins de la région, si nécessaire).

2. METHODOLOGIE

2.1 Sélection des pays

Une étude exhaustive de tous les pays francophones d'Afrique est évidemment impossible, à cause des contraintes de temps et des contraintes financières. Une première étape a donc été la sélection de quelques pays représentatifs (Tableau 1).

Les pays francophones d'Afrique partagent des spécificités, héritage de leur histoire commune, comme en particulier le rôle prédominant de l'Etat dans la foresterie, ainsi qu'une structure organisationnelle hiérarchique et territorialisée des services forestiers. Dans tous les pays étudiés, plus de 98% des forêts sont appartenent au domaine public. Cette spécificité explique pourquoi il a été choisi d'étudier séparément les pays francophones et les pays anglophones d'Afrique.

Un premier critère de sélection a été construit sur le poids du secteur forestier et les défis auxquels ce dernier fait face en interne ou dans ses relations avec les autres secteurs ; deux groupes de pays ont été distingués ici (Tableau 1). Un second critère considère la disponibilité de l'information, l'existence de précédentes études concernant l'état et les besoins en développement de capacités concernant la foresterie et les politiques forestières, ainsi que la pertinence du sujet en particulier la ratification d'accords internationaux ou une révision actuelle de la politique forestière.

Tableau 1: Pays francophones désignés comme représentatifs pour l'étude

	Défis entre les différentes fonctions des forêts	Défis entre les forêts et les autres usages des terres
Afrique du Nord		Maroc
Afrique de l'Ouest	Côte d'Ivoire	Sénégal
Afrique Centrale	Cameroun, Congo et République Démocratique du Congo; ces pays sont considérés globalement	
Afrique du Sud		Madagascar

2.2 Méthode

La méthode mise en place est qualitative et principalement basée sur les principes de saturation et de triangulation. Une première étape a été de faire un bilan des possibilités existantes en matière de développement de capacités et une évaluation des besoins, basés sur des entretiens téléphoniques et sur un questionnaire adressé aux principaux acteurs. Une deuxième étape a été la revue des expériences menées jusqu'alors par la FAO et par d'autres agences, dans l'organisation de formations et d'ateliers dans la région ciblée, en lien avec les questions de politique au sens large et de développement institutionnel.

3. RESULTATS PRELIMINAIRES

De manière très générale, il ressort de l'étude que des progrès importants ont été constatés comme par exemple dans le domaine des programmes forestiers nationaux. Il ressort également que les pays concernés semblent proactifs et que de nombreuses initiatives intéressantes existent. Cependant, il semble qu'elles ne permettent pas véritablement de combler les manques comme le montrent les principaux éléments qui ont été abordés ou mis en évidence par les personnes rencontrées et ce avec plus ou moins d'acuité selon les régions :

- Manque de compréhension et d'intégration de concepts-clé comme la gouvernance
- Besoin en renforcement de la gestion participative
- Intégration des conventions internationales et analyse de leurs impacts au niveau national: manque de capacités, pas en ligne avec les politiques nationales, etc.
- Manque de contrôle et d'évaluation de politiques et/ou manque d'outils de contrôle et d'évaluation pour la formulation de politiques ainsi que pour leur mise en œuvre
- Nombreux agents proches de la retraite
- Manque de connaissance des textes, législations et réglementations et de leur application effective
- Manque de cohérence entre les politiques forestières et les autres politiques sectorielles (agriculture, aménagement du territoire) et de consultation inter-ministérielle

Un diagramme FFOM a été utilisé pour synthétiser les principaux résultats de l'analyse. Le diagramme distingue différents niveaux : pays/régions, FAO, communauté DC. Dans cette analyse, deux diagnostics sont posés : un diagnostic interne qui identifie les forces et les faiblesses de l'activité, et un diagnostic externe qui identifie les opportunités et les menaces présentes.

Forces	Opportunités
<u>Des pays/régions:</u> <ul style="list-style-type: none"> - Dynamisme des réseaux régionaux - Meilleure compréhension et intégration des PFNs comme base - Volonté et intérêt pour les formations et amélioration de la situation actuelle (notamment via la formulation de Plans de Formation) - Meilleure intégration de l'importance du développement d'une politique forestière - Améliorations des degrés universitaires : adaptations aux nouveaux contextes, nouveaux sujets, programmes d'échanges, masters sous-régionaux, etc. <u>De l'équipe politique forestière de la FAO:</u> <ul style="list-style-type: none"> - Quelques bons matériels de formation produits par l'équipe politique forestière de la FAO <u>De la communauté DC (incluant FAO):</u> <ul style="list-style-type: none"> - Bons progrès réalisés par la communauté DC dans des sujets tels que la gestion participative et la gestion de conflits 	<u>Au niveau pays/régional:</u> <ul style="list-style-type: none"> - Développement de formations de facilitateurs locaux pour apprendre à gérer et mener des décisions participatives <u>A la FAO:</u> <ul style="list-style-type: none"> - DC comme fonction principale de la FAO - Meilleur lien entre agriculture, sécurité alimentaire et forêt au sein de la FAO - Approche plus transversale avec le nouveau cadre stratégique - Développement d'initiatives de DC dans des secteurs connectés ou pour des questions/préoccupations connectées par la FAO ou par des partenaires/réseaux Africains <u>Au niveau international:</u> <ul style="list-style-type: none"> - Meilleure considération des principales causes de dégradation forestière en Afrique, en particulier dans les zones arides, dans l'agenda international

Faiblesses	Menaces/risques
<u>Des pays/régions:</u> <ul style="list-style-type: none"> - Mauvaises connexions Internet et bibliothèques pauvres - Secteur réservé à une petite communauté (staff, service central, partenaires de projets) et manque de percolation - Beaucoup d'agents expérimentés proches de la retraite - Mauvaise connaissance des textes, législations et réglementations ainsi que des principaux concepts dont la gouvernance - Départements forestiers trop isolés et divisés, et trop techniques <u>De l'équipe politique forestière de la FAO:</u> <ul style="list-style-type: none"> - Peu de considération du cadre FAO sur le DC et faible utilisation des outils et initiatives transversaux et/ou génériques existants - Manque d'outils d'e-learning <u>De la communauté DC (incluant FAO):</u> <ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise coordination entre le nombre croissant d'initiatives de DC - Très faible considération du sujet de développement institutionnel - Faible durabilité et action peu structurée/structurale (esseyée, trop liée aux projets et/ou pression externe, pas de stratégie) 	<u>Au niveau pays/régional:</u> <ul style="list-style-type: none"> - Manque de politiques inter-sectorielles et de plans d'utilisation des terres - Incohérence entre la politique nationale et les engagements internationaux - Inertie bureaucratique et organisationnelle du secteur public dans un contexte de changements rapides et de besoins évolutifs <u>A la FAO:</u> <ul style="list-style-type: none"> - Les besoins des usagers et des populations riveraines vis à vis de la forêt sont incomplètement prises en compte; <u>Dans la communauté DC (incluant FAO):</u> <ul style="list-style-type: none"> - Nombre croissant de questions internationales liées aux forêts, complexité croissante et changements continus (entonnoir trop plein) <u>Au niveau international:</u> <ul style="list-style-type: none"> - Crise financière, économique et politique permettant moins de ressource pour les actions structurelles

4. RECOMMANDATIONS PRELIMINAIRES

Face à ces résultats, quelques premières recommandations ont été émises.

- Il existe un besoin crucial de travailler en réseau et de coordonner différentes initiatives qui pourraient être complémentaires afin d'améliorer l'adaptation et la réactivité ;
- Les activités de développement de capacités devraient se focaliser sur les compétences et les attitudes plutôt que sur de la connaissance pure, facilement accessible sur internet ou par d'autres biais;
- La priorité devrait être donnée à la durabilité des processus de développement de capacités et ces derniers devraient être conçus comme un ensemble d'actions modulaires intégrées dans un processus à moyen terme.

En ce qui concerne le rôle de la FAO, cette dernière devrait continuer à s'orienter de la mise en œuvre directe de projets vers des actions de coordination, de facilitation et de soutien aux porteurs de projets, tout en se reposant sur les réseaux existants ou apparentés et sur les structures régionales et locales.

5. TABLE RONDE

La Table Ronde se déroulera en trois temps. Dans un premier temps, elle permettra le partage d'expériences acquises dans la Région.

Dans un deuxième temps, une discussion devrait permettre de mettre en évidence les problèmes concrets rencontrés.

- Quels problèmes concrets de politique forestière avez-vous rencontrés récemment ?
- Quelle est l'échelle qui vous pose le plus de difficultés : l'échelle locale, nationale ou internationale ? Pourquoi ?
- Avec quels secteurs les pressions sont-elles les plus fortes ?

Enfin, les participants auront l'occasion de préciser leurs besoins et suggestions

- Quelles compétences sont nécessaires pour les politiques forestières ?
- Comment assurer une formation réellement continue et adaptée aux besoins ?
- Quels thèmes privilégier ? Quel public viser ?